

Les Français et l'environnement : des ménages sensibilisés et des pratiques en mutation

Après la forte percée des préoccupations environnementales en 2007, les préoccupations économiques reviennent sur le devant de la scène. Pour autant, l'environnement n'a pas disparu de l'esprit des Français, qui donnent une place importante à la question du changement climatique et expriment des attentes fortes dans le domaine des économies d'énergie. Par ailleurs, ils développent de nouvelles pratiques de consommation qui pourraient avoir des incidences positives sur l'environnement.

« Les Français s'inquiètent de la crise économique mais restent attentifs aux enjeux environnementaux »

L'ADEME dispose de données régulières sur les pratiques et l'opinion des Français au sujet des questions environnementales (voir Focus 1 en page 6). Elles permettent

d'observer les tendances et les évolutions des opinions et des comportements.

Ce numéro de *Stratégie&Études* présente les principaux résultats des enquêtes effectuées en 2012 et 2013.

LA CRISE ÉCONOMIQUE RELÈGUE LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES DES FRANÇAIS AU SECOND PLAN

Les Français expriment des craintes croissantes vis-à-vis de leur situation économique. Le baromètre IPSOS pour l'ADEME montre ainsi que 47 % des Français craignent de « manquer d'argent, vivre dans la misère » (+14 points en quatre ans). La perception du risque de « perdre son travail » ou encore de « perdre son logement » augmente fortement (respectivement +8 et +10 points entre 2006 et 2010). Parmi les problèmes de société qui

les préoccupent, le sujet du chômage reste très prégnant depuis 2008 : en 2012, 76 % des ménages le citent comme un problème important. La pollution apparaît comme une question moins essentielle (35 %) et reste bien en deçà de son niveau record de début 2007 (65 %). La crise économique cristallise donc les principales inquiétudes des ménages (voir graphique 1 en page 2).

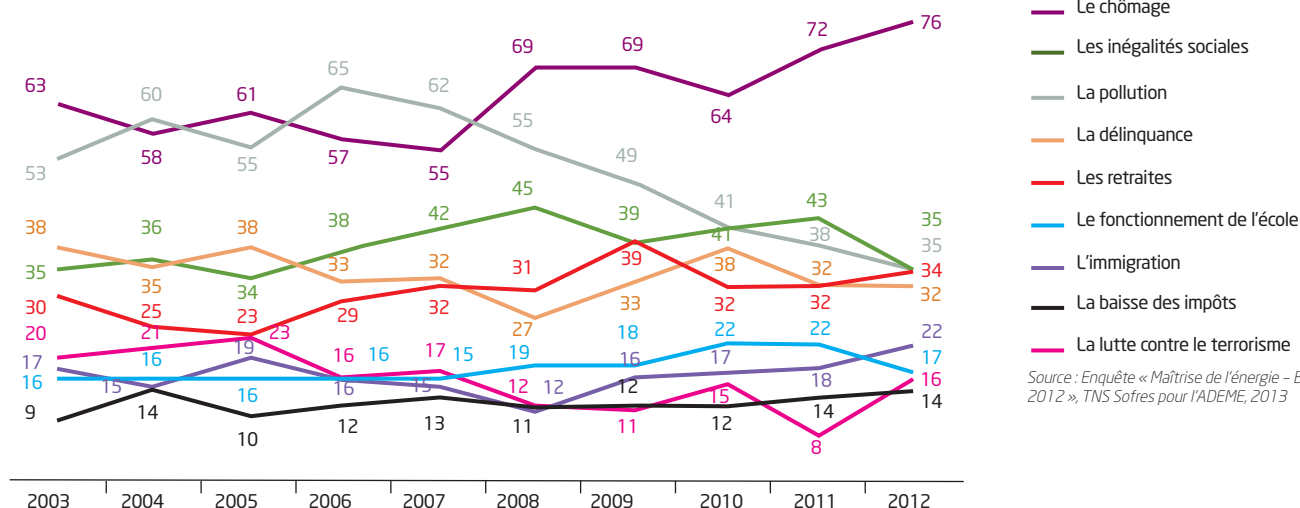
L'environnement reste un objet d'intérêt pour les Français

Malgré tout, les Français restent sensibilisés aux questions d'environnement. La moitié des personnes interrogées ont une idée précise de ce que « développement durable » signifie. Connue par seulement un tiers des Français en 2004, l'expression se popularise à l'occasion de la première phase du Grenelle de l'environnement puis le concept se diffuse progressivement. >>>

→ La lettre *Ademe & Vous - Stratégie & études* est une lettre d'information régulière destinée aux décideurs du monde de l'environnement et de l'énergie, partenaires et contacts de l'ADEME. Chaque numéro est consacré à la présentation d'un sujet à vocation stratégique, économique ou sociologique : recherche et études, travaux de synthèse, propositions dans l'un des domaines de compétences de l'Agence. L'objectif est de faciliter la diffusion de connaissances et d'initier réflexions et débats.

Graphique 1

Parmi les problèmes suivants, quels sont les trois qui vous paraissent les plus importants?



Source : Enquête « Maîtrise de l'énergie - Bilan 2012 », TNS Sofres pour l'ADEME, 2013

>>> Les quatre préoccupations environnementales les plus citées par les ménages français sont : la pollution de l'eau, la pollution de l'air, la dégradation de la faune et de la flore et le réchauffement climatique (voir Tableau 1). Ce dernier item se maintient au même niveau que les années précédentes.

Les Français sont très demandeurs d'information sur l'effet de serre. 45 % des personnes interrogées trouvent qu'on ne parle pas assez du changement climatique, ce qui

confirme la tendance à la hausse depuis 2011 (34 % en 2011, 46 % en 2012). L'origine anthropique des changements climatiques se trouve confortée. 70 % des ménages se déclarent d'accord avec l'idée que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines.

Prendre en compte l'environnement dans les choix d'avenir

En dépit d'une inquiétude croissante pour le chômage, les Français donnent

une place importante à l'environnement dans les modes de développement du pays. 54 % des répondants estiment qu'il « faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre ». Ils sont 73 % à considérer que la priorité du gouvernement doit être d'orienter l'économie vers des activités industrielles qui préservent l'environnement. Seulement 25 % des répondants préconisent de relancer fortement l'économie en favorisant la croissance industrielle. Cette volonté d'intégrer des considérations environnementales dans les choix industriels se rapproche ainsi du niveau de 2010 (76 %), après une forte baisse en 2012 (66 %).

Elle se traduit également, depuis plusieurs années, par une opinion positive en faveur du développement des énergies renouvelables (57 % d'opinions « tout à fait favorables » et 38 % d'opinions « favorables » en 2013). Les énergies solaires et éoliennes continuent d'être considérées comme les énergies les moins polluantes et d'avenir (voir Graphique 2 en page 3).

LA CRISE INCITE AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, MAIS PÈSE SUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉNOVATION

Des attentes fortes en matière de réduction de la facture d'énergie...

Aujourd'hui, 50 % des Français considèrent que leur consommation >>>

Tableau 1

« Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ? »

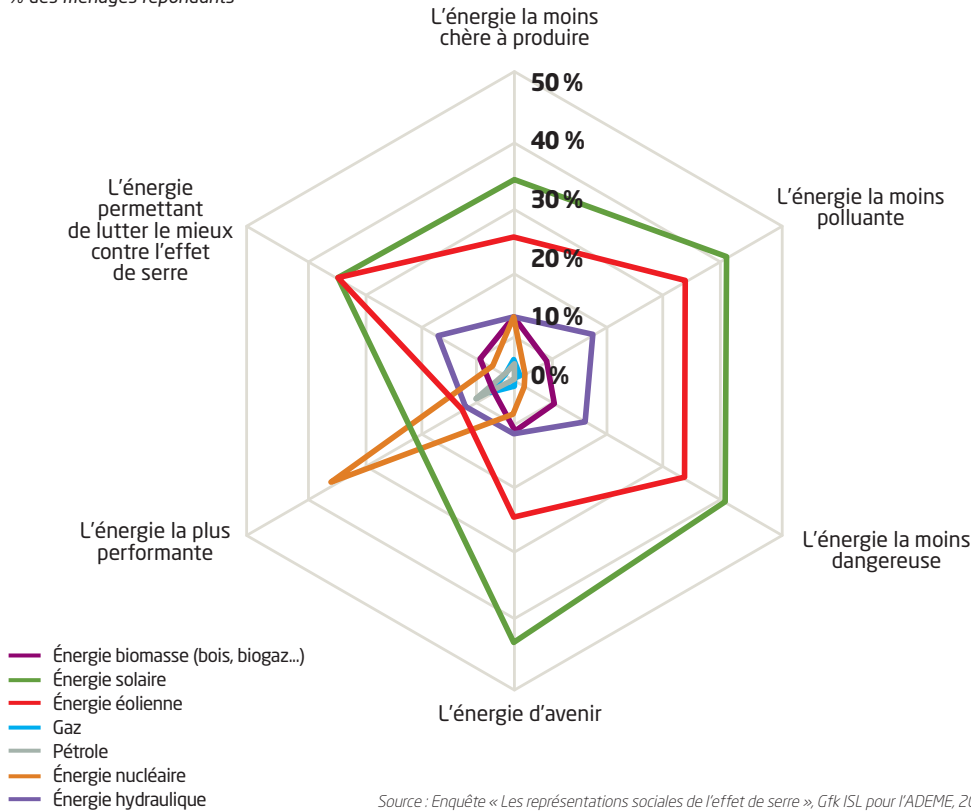
en %	2010	2011	2012	2013
La pollution de l'eau	44	39	45	43
La pollution de l'air	33	31	37	34
L'effet de serre / réchauffement climatique	31	28	30	30
La dégradation de la faune et de la flore	28	28	29	32
Les risques du nucléaire	20	38	24	25
Les déchets ménagers	22	19	20	18
La dégradation des paysages	11	8	9	11
Le bruit	10	6	6	6
Aucun	11	0	0	0
Ne sait pas	1	0	0	0

Source : Enquête « Les représentations sociales de l'effet de serre », GfK ISL pour l'ADEME, 2013

Graphique 2

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacun des qualités suivantes ?

% des ménages répondants



d'économies financières. Ils sont 64 % en 2012 à citer « l'augmentation du coût des énergies » comme incitation principale à la réduction de leur consommation d'énergie. 27 % mentionnent la volonté d'« éviter le gaspillage » et seulement 2 % « la réduction des émissions de gaz à effet de serre ».

...qui peinent à se traduire par des travaux dans les logements...

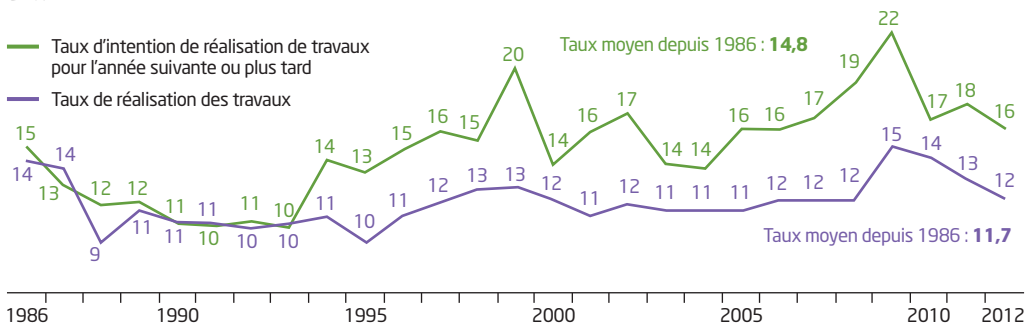
Pour réaliser des économies d'énergie, de petits gestes au quotidien peuvent être mobilisés. En 2010, une majorité de Français déclare ainsi prendre des douches plutôt que des bains (+ 3 points en trois ans), éteindre la lumière quand ils sortent d'une pièce, limiter le chauffage de leur logement, éteindre leur téléviseur plutôt que de le laisser en veille, utiliser des appareils économes en énergie (+ 4 points depuis 2007).

Engager des travaux de rénovation énergétique n'est en revanche envisagé que pour 16 % des ménages (voir Graphique 3). Sur l'année 2012, 12 % des ménages ont entamé ce type de travaux. Ce taux de concrétisation revient au niveau moyen des années 2000, après les années record de 2010 (14 %) et 2009 (15 %). Les Français dépensent moins pour rénover : 4 359 euros courants TTC en moyenne en 2012 contre 4 517 euros en 2011 et 4 899 euros en 2009.

Graphique 3

Taux d'intention et taux de réalisation de travaux de rénovation énergétique des logements par les ménages

En %



...alors que les enjeux énergétiques sont de mieux en mieux intégrés

La motivation première du passage à l'acte reste la recherche d'économies sur la facture énergétique (34 % des répondants la citent en premier critère depuis 2007). Obtenir une meilleure isolation thermique arrive maintenant en seconde position (29 %) au détriment de l'item « améliorer le confort de son habitat » (24 %). La montée progressive du nombre de ménages évoquant « l'isolation thermique » comme motivation démontre que les ménages s'approprient et comprennent les enjeux énergétiques.

>>> d'énergie représente une part trop importante de leur budget. Ils étaient 43 % en 2006. Ce taux n'a jamais été aussi haut et démontre bien la préoccupation croissante des ménages en matière d'économies budgétaires. La dépense énergétique déclarée

par les Français pour leur logement augmente régulièrement : + 25 % en euros courants depuis 2004 et +10 % en euros constants 2005. 80 % des ménages cherchent à faire des économies d'énergie, avec pour motivation essentielle la recherche

Un contexte budgétaire qui freine l'investissement ?

Le financement de ces travaux, dans un contexte budgétaire contraignant, semble difficile. Le recours à des aides reste un déclencheur de l'investisse- >>>

>>> ment. Elles doivent cependant être jugées suffisantes pour enclencher l'action. 19 % des ménages n'ayant pas réalisé l'intégralité de leurs travaux de maîtrise de l'énergie l'expliquent par le manque d'aides financières.

Les ménages hésitent à s'endetter pour réaliser des opérations de rénovation énergétique. Ils recourent peu aux prêts pour les financer. Le crédit d'impôt développement durable

(CIDD) reste de loin l'aide financière jugée la plus utile, suivi par la TVA à taux réduit.

Le CIDD semble un peu moins mobilisé qu'auparavant. Parmi les ménages ayant fait des travaux en 2012, 27,3 % en auraient bénéficié contre plus de 29 % l'année précédente. L'Éco-Prêt à taux zéro chute en notoriété. Aujourd'hui, 37 % des ménages déclarent le connaître, contre 54 % en 2010. D'une manière générale, on constate

une baisse de la connaissance des diverses aides en vigueur y compris auprès de ceux qui ont réalisé des travaux.

Ces résultats sont à mettre en rapport avec ceux de l'Observatoire permanent de l'amélioration énergétique du logement (OPEN). Ils confirment ce frein financier. Le motif évoqué en premier lieu quand un ménage renonce à des travaux de rénovation énergétique est « le manque de fonds, sans souhaiter emprunter » (voir **Tableau 2**). Cette cause, en hausse de près de 7 points par rapport à 2010, est désormais évoquée par plus d'un ménage sur trois n'ayant pas entrepris ses projets de travaux.

Tableau 2

Principaux motifs de renoncement aux projets (Enquête OPEN - Campagnes 2010 et 2012, Biis/CAH pour l'ADEME)

Ménages avec projet au périmètre OPEN*

Occurrences des raisons citées (en %)	Campagne 2010	Campagne 2012
Vous n'aviez pas suffisamment de fonds et ne souhaitiez pas emprunter	26,2	33,1
Le temps vous a manqué pour vous occuper du projet	23,9	22,4
Un événement d'ordre personnel (maladie, séparation, décès, autre)	10,7	11,3
Vous avez privilégié d'autres achats importants	3,9	8,8
Votre situation ne vous a pas permis d'obtenir un prêt	11,9	7,4
Un changement professionnel (perte d'emploi, mutation, autre)	0,0	2,7
Concrétiser le projet semblait trop compliqué	7,2	1,4
Vous n'êtes pas arrivés à trouver des professionnels	5,9	2,0
Autre motif	10,3	8,7
Pas de raisons spécifiques	0,0	2,3
TOTAL	100	100

*Pour rappel : périmètre OPEN = travaux d'amélioration énergétique sur les cinq postes OPEN (toiture, intérieur-agencement, ouverture, chauffage, façade).

DES PRATIQUES, SOUVENT VERTUEUSES SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL, SE DÉVELOPPENT

Des pratiques environnementales moins ancrées chez les jeunes

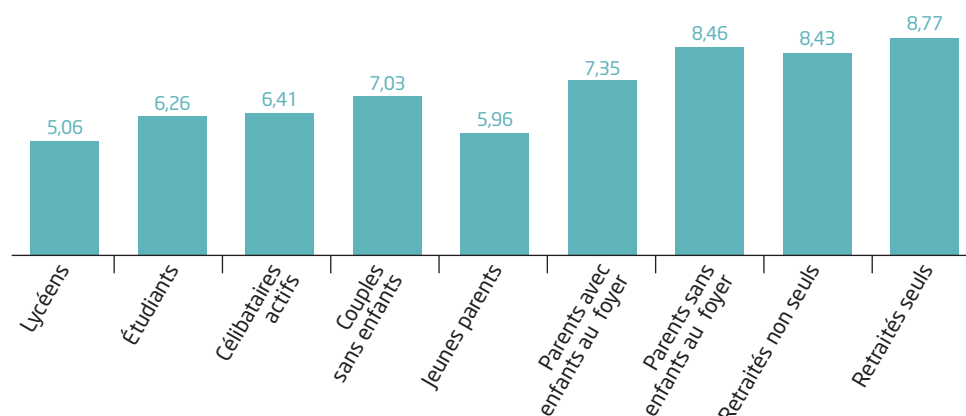
Un certain nombre de pratiques environnementales comme le tri des déchets, cité par 83 % des personnes interrogées, sont bien ancrées. D'autres auraient plutôt tendance à se relâcher. En 2013, 63 % des répondants déclarent éteindre les appareils électriques plutôt que de les laisser en veille alors qu'ils étaient 70 % en 2006 (voir **tableau 3 en page 5**).

Les jeunes sont moins enclins que les plus âgés à pratiquer des éco-gestes (tri des déchets, douche plutôt que bains, achat de produits de saison, extinction de la veille du téléviseur...). Les lycéens se contentent en moyenne de 5,1 éco-gestes systématiques contre 8,8 pour les retraités (voir **graphique 4**).

Or, il apparaît que sur la question du développement durable les lycéens et les étudiants sont les publics les plus sensibilisés à l'urgence environnementale : fortes craintes relatives au réchauffement climatique, croyance en la responsabilité de l'homme dans le changement climatique, faible niveau d'écloscepticisme... 80 % d'entre eux estiment que, « si l'on ne change pas nos modes de vie, les ressources énergétiques non renouvelables vont manquer à court terme » contre 60 % pour les retraités seuls. >>>

Graphique 4

Nombre d'éco-gestes* réalisés de manière systématique



* éco-gestes : tri des déchets ménagers, limitation du chauffage du logement, utilisation d'appareils économes en énergies, achat de produits de saison, etc.
Base : population française âgée de 15 à 77 ans
Source : Les 4 500, observatoire des modes de vie et de consommation des Français, Ipsos, 2010

Tableau 3

Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre? Pour chacune, dites-moi si vous le faites déjà

En %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Trier les déchets	81	83	86	87	83	83	86	84
Éteindre les appareils électriques qui restent en veille	70	68	71	69	64	63	65	63
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison ¹	-	-	66	64	63	67	67	76
Baisser les températures de son logement de deux ou trois degrés l'hiver	52	54	54	55	50	51	50	51
Limiter la consommation de viande dans mon foyer ²	-	-	41	42	37	38	42	46
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	35	33	33	31	31	32	33	37
Se déplacer en vélo plutôt qu'en voiture	-	-	23	22	20	21	25	24
Faire du covoiturage	-	-	-	-	-	17	18	20
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	48	49	51

Source : Enquête « Les représentations sociales de l'effet de serre », GfK ISL pour l'ADEME, 2013

1. Les produits alimentaires locaux n'ont pas nécessairement de moindres impacts environnementaux que ceux des circuits longs. Tout dépend du mode de production des aliments et de l'optimisation du circuit de distribution. Les circuits courts et de proximité peuvent néanmoins constituer un des éléments de réponse au défi de l'alimentation durable. (Voir l'avis de l'ADEME « Circuits courts alimentaires de proximité » et le point sur CGDD du n°158 mars 2013).

2. Une étude INRA/ADEME montre que la consommation de produits d'élevage (viande, œufs, poissons, produits laitiers) a un impact important sur les émissions de gaz à effet de serre. La réduction de leur consommation constitue donc une piste d'action pour limiter ces émissions. Cependant, cette étude indique également que l'impact de l'assiette du consommateur est complexe et nécessite de considérer le régime alimentaire dans son ensemble (voir *Stratégie&Études* n°36).

>>> De nouvelles pratiques de consommation émergent avec des motivations diverses

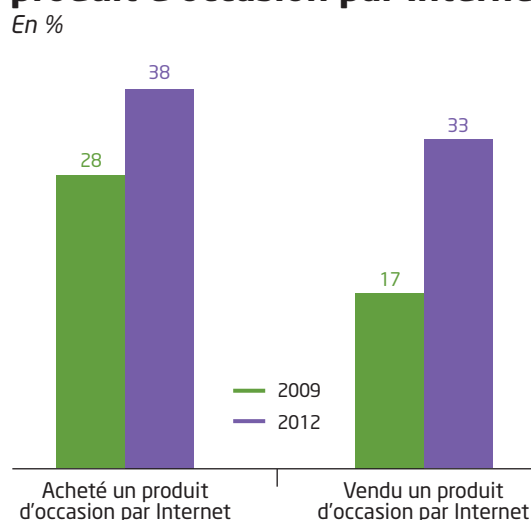
Enfin, certaines évolutions dans les pratiques des Français se développent. Elles pourraient, sous certaines conditions, réconcilier économies budgétaires et écologie, et s'inscrire dans le cadre de la transition vers un modèle d'économie circulaire.

En ce qui concerne les achats alimentaires par exemple, les ménages déclarent à 76 % veiller à acheter des légumes locaux et de saison contre 67 % l'année dernière. La limitation de la consommation de viande dans les foyers progresse également : 42 % des ménages déclaraient y faire attention en 2012, 46 % en 2013 (voir **Tableau 3**). Les actes d'achat de produits d'occasion sur Internet augmentent fortement (+10 points entre 2009 et 2012), de même que la vente d'objets d'occasion sur la Toile (+16 points) (voir **Graphique 5**).

Une enquête, menée par l'IPSOS pour l'ADEME en 2013, a permis d'interroger des personnes engagées dans des expériences de consommation collaborative : adhésion à une AMAP, covoiturage, location/vente de biens entre particuliers, troc, et achat groupé. >>>

Graphique 5

Avez-vous déjà vendu un produit d'occasion par Internet? Et avez-vous déjà acheté un produit d'occasion par Internet?



Source : « La connaissance du "développement durable" en 2013 », Crédoc pour l'ADEME, 2013



Les Français ayant recours aux pratiques collaboratives se distinguent des autres consommateurs par :

- une volonté de rencontrer régulièrement de nouvelles personnes ;
- une préoccupation relative à l'évolution de la société (futur de la planète, engagement au sein de la société...), qui ne se traduit pas forcément en actions concrètes ;

- une propension à la découverte, à l'expérience, voire à la prise de risque ;
- une volonté et un plaisir à faire durer les objets.

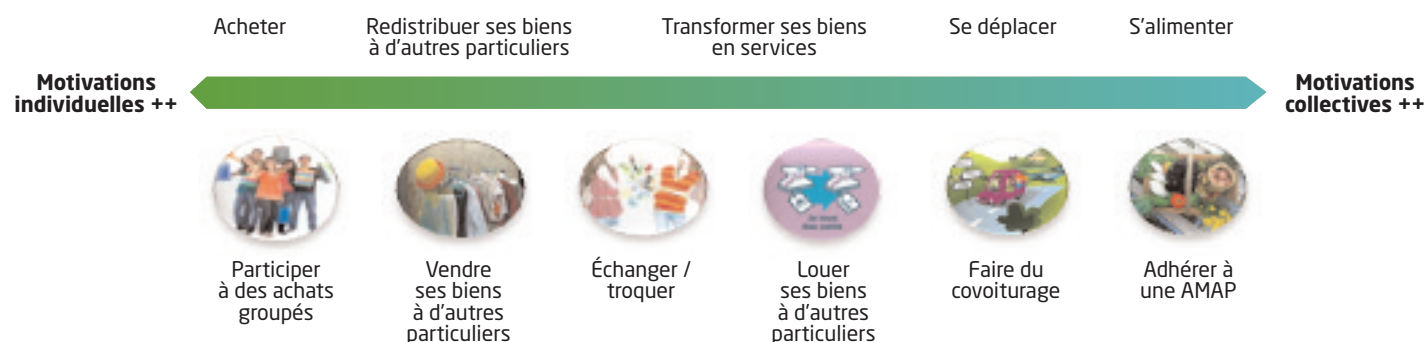
Réel souci du collectif ou levier individuel? Les finalités du « consommer collaboratif » varient selon le type de pratique. La consommation collaborative est soit plutôt motivée par une forme d'engage-

ment au sein de la société (notamment un engagement écologique), soit par une recherche d'opportunités, de bons plans (avec entre autres une motivation financière) (voir graphique 6).

L'enjeu pour l'action publique est alors d'accompagner ces pratiques pour veiller à ce que leur développement soit synonyme de moindre impact environnemental.

Graphique 6

6 pratiques collaboratives passées au crible



Source : IPSOS (2013) pour l'ADEME, « Les Français et les pratiques collaboratives. Qui fait quoi? Et pourquoi? »

↑ FOCUS 1 /

Les sondages d'opinion et enquêtes barométriques de l'ADEME

- « Les équipements et les comportements de ménages en matière de maîtrise de l'énergie dans leurs logements » : 10 000 ménages par voie postale depuis 1986 (TNS Sofres pour l'ADEME).
- L'Observatoire permanent de l'amélioration énergétique du logement (OPEN). Deux types d'enquêtes sont confrontés tous les deux ans : une enquête auprès des installateurs, artisans et industriels - 1 370 fabricants d'équipements, 5 000 artisans et entreprises - et une enquête auprès des ménages - 10 000 ménages interrogés - (Biis et CAH pour l'ADEME).
- « Les représentations sociales de l'effet de serre » : 1 000 personnes par téléphone, depuis 2000 (Gfk ISL 2013 pour l'ADEME).
- « La connaissance du "développement durable" en 2013 » : questions insérées à la demande de l'ADEME dans la vague de juin 2013 de l'enquête permanente du Crédoc sur « les conditions de vie et les aspirations ». Ces questions s'inscrivent dans la continuité d'une enquête barométrique initiée par l'ADEME en 1995 : 2 000 personnes en face à face (Crédoc pour l'ADEME).
- « Les Français et les pratiques collaboratives » : 4 500 personnes (IPSOS 2013 pour l'ADEME).
- Rapport des tendances à l'horizon 2017 pour l'ADEME : zoom sur l'évolution actuelle et future des valeurs et des modes de vie des Français (IPSOS 2012 pour l'ADEME).

↓

ADEME & VOUS /
Stratégie & études

Cette lettre est diffusée gratuitement par voie électronique.

Abonnement : www.ademe.fr/ademe-et-vous-abonnement
ADEME & vous - BP 90406 - 49004 Angers Cedex 01 - www.ademe.fr

Directeur de la publication : François Moisan /
Rédacteur en chef : Anne Chêne /
Conception-réalisation : SPECIFIQUE www.specifique.com - N° ISSN : 1954-3794